

Observatoire sociétal du médicament



Les Entreprises du Médicament (Leem)

TNS Sofres
Stratégies d'opinion
Laurence BEDEAU
Jérémy PIQUANDET

Date : 24 mai 2011
© TNS

Introduction

« Attachement » et « inquiétude », voici sans doute les deux mots qui qualifient le mieux le rapport des Français à la santé et à l'avenir du système de soins. La morosité ambiante due à la crise économique exacerbe en effet les peurs pour l'avenir. A ce thème imposé par l'évolution de nos sociétés développées, s'ajoute l'actualité de ces deux dernières années chargée en polémiques autour du médicament (débat sur la vaccination contre la grippe A, dossier du Médiateur et annonce par les pouvoirs publics de la mise sous surveillance renforcée de 77 médicaments pour citer les trois plus marquantes pour l'opinion).

Début 2011, la santé et la qualité des soins arrivent au 2^{ème} rang des préoccupations des Français après la question du chômage et de l'emploi. Elles placent ainsi les entreprises du médicament au cœur des enjeux de société. Cette préoccupation, aussi fortement exprimée, oblige tous les acteurs du secteur de la santé à se situer à la hauteur de cette attente collective.

C'est pour écouter, comprendre, et disposer des moyens de répondre à cette attente que le Leem (les Entreprises du Médicament) a mis en place l'Observatoire sociétal du médicament avec le département Stratégies d'opinion de TNS Sofres. Enquête annuelle réalisée auprès d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (2023 individus interrogés en face à face à leur domicile par le réseau des enquêteurs TNS Sofres), l'Observatoire mesure les indicateurs structurants du médicament dans la société française : usages, comportements, discours et représentations.

Ce document propose un état des lieux détaillé du rapport de l'opinion française au médicament. L'analyse des résultats de l'enquête est complétée d'une analyse secondaire des études publiées par TNS Sofres sur cette thématique, ainsi que les données publiques disponibles sur le sujet.

Fiche technique de l'Observatoire

- Sondage réalisé par le département Stratégies d'Opinion de TNS Sofres pour le Leem (Les Entreprises du Médicament)
- Dates de réalisation : étude réalisée en deux vagues, les 28 et 31 janvier et les 9 et 10 février 2011
- Échantillon national de 2023 personnes, représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus
- Mode d'enquête : Interrogation en face-à-face au domicile des personnes interrogées par le réseau des enquêteurs de TNS Sofres
- Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) et stratification par région et catégorie d'agglomération

Les Français et les médicaments : les termes de la relation varient fortement selon le rapport à « la bonne santé »

4 portraits pour 4 relations avec les médicaments

A partir de l'ensemble des résultats de cette enquête, TNS Sofres a réalisé une analyse typologique, méthode statistique ayant pour objet de rassembler des individus similaires (dont les opinions, les représentations et les comportements déclarés sont très proches) dans des groupes distincts les uns des autres.

Comme toute typologie, il ne s'agit pas de restituer la constellation des histoires individuelles qui s'écrivent entre les Français et leurs médicaments mais d'identifier et d'isoler les traits les plus significatifs d'une réalité.

4 profils ont été identifiés :

Les **observants (37%)** : ils sont bien dans leur peau et peu en contact avec la maladie. Ils font confiance aux médicaments en général et observent à la lettre leurs traitements. Ils recherchent très peu d'informations sur leurs médicaments et font une totale confiance à leur médecin généraliste, qu'ils consultent sans attendre lorsqu'ils sont malades. Ils se méfient de l'homéopathie et de la phytothérapie.

Leur profil : plus de 50 ans, plutôt masculin.

Les **alternatifs (26%)** : méfiants à l'égard des médicaments classiques, dont ils lisent la notice avec la plus grande attention, ils privilégient les traitements alternatifs (phytothérapie, homéopathie) auxquels ils font davantage confiance.

Leur profil : moins de 50 ans, plutôt féminin, diplômés de l'enseignement supérieur, catégories socioprofessionnelles supérieures.

Les **concernés (25%)** : malades et/ou en contact avec la maladie chronique ou lourde d'un de leurs proches, ils perçoivent le médicament comme un espoir et font confiance au corps médical. Leur profil : plus de 50 ans, plutôt féminin, revenus modestes.

Les **improvisateurs (12%)** : stressés, fatigués, mais bien dans leur peau (!), ils déclarent consommer peu de médicaments. Quand ils ont à en prendre, ils admettent ne pas respecter le traitement prescrit. Ils « improvisent » en fonction de leur évaluation personnelle de l'évolution de leur état de santé.

Leur profil : jeunes actifs (moins de 35 ans), catégories socioprofessionnelles inférieures.

Il est fait référence à ces 4 profils dans l'analyse qui suit. Une description détaillée de chaque type est présentée en fin de document.

Santé et pérennité du « système à la française » au cœur des préoccupations des Français

La santé : une inquiétude profonde pour la « société de demain »

Si les Français ont le sentiment d'avoir l'un des systèmes de santé les meilleurs au monde et qu'il s'est amélioré ces 10 dernières années, leurs inquiétudes pour l'avenir sont fortes (55% des Français se disent inquiets de l'avenir de la qualité des soins)¹.

Dans ce contexte, **la santé et la qualité des soins sont le 2^{ème} sujet qui préoccupe personnellement le plus les Français** (51% de citations), **après le chômage et l'emploi** (67%). Il devance de quelques points le pouvoir d'achat (48%), le financement des retraites (47%), et l'école et la qualité de l'enseignement (39%).

Ce résultat est d'autant plus significatif, que les Français sont très attachés à leur santé et l'identifient comme l'une des principales clés du bonheur².

En 2010, *Psychologies Magazine* a demandé à TNS Sofres de réaliser un sondage auprès des Français afin de mesurer leur niveau de bonheur et d'essayer d'en comprendre les ressorts et les mécanismes. *La santé* apparaît en 4^e niveau de contribution au bonheur, juste derrière le *sentiment de contrôle sur sa vie*, le *niveau de revenus* et le *fait d'être en couple*, et devant le fait d'avoir des enfants, la croyance religieuse et les relations familiales.

Cette place centrale de la santé dans les préoccupations des Français **se vérifie dans le temps** : si la crise économique mondiale, prisme par lequel de nombreux sujets d'opinion ont été (ré)examinés, a sensiblement fait progresser les craintes économiques (chômage, pouvoir d'achat, etc.), et si l'actualité politique nationale a été marquée par des temps forts comme la réforme des retraites, qui auraient pu focaliser l'attention des Français, l'inquiétude à l'égard de la santé et de l'avenir du système de soins s'est étonnamment maintenue à des niveaux élevés³. Cela étant, cette inquiétude a clairement été alimentée par une actualité forte et souvent sujette à controverses, entre épidémie de grippe A, débats sur la vaccination, réforme de l'hôpital, ou plus récemment « affaire Médiateur ». Mais la préoccupation des Français pour la santé n'est pas seulement réactive à l'actualité, et son importance illustre des inquiétudes plus profondes sur la société de demain.

En détail, notons que les catégories les plus attentives au sujet sont les femmes (58%), et notamment celles âgées de 35 à 49 ans (62%), les employés (55%), et les sans diplômes (60%). On relève que les catégories moyennes supérieures se disent plus préoccupées par le sujet (54%) que les catégories modestes (49%) qui citent davantage l'emploi et le pouvoir d'achat.

¹ Selon « l'Observatoire sociétal de la santé et de la qualité des soins » TNS SOFRES/Générale de Santé (novembre 2009), 83% des Français pensent que leur système de santé est l'un des meilleurs au monde, et 61% estiment que la qualité des soins s'est améliorée ces dernières années.

² Etude TNS SOFRES/Psychologie, « Le Bonheur intérieur brut », octobre 2009

³ Baromètre des préoccupations des Français, TNS SOFRES/La Croix vagues 2010

Une « zone à risques » : des menaces perçues nombreuses et plurielles

Interrogés sur les menaces qui pèsent sur l'avenir de la qualité des soins en France, les Français hiérarchisent peu leurs réponses et semblent craindre une multitude de « dérives », une constellation de menaces.

En tout premier lieu, le déficit de la sécurité sociale apparaît a priori comme la principale menace (89%). Un Français sur deux le considère même comme une menace « très importante ». Une inquiétude qui prend d'autant plus de sens dans un contexte de forte attention à la question de la dette publique en France, comme dans le reste de l'Europe (4^{ème} sujet de préoccupation au sein de l'Union européenne après le chômage, la situation économique et la hausse des prix⁴).

Mais cette question n'est pas la seule à préoccuper une large majorité de Français. Dans un contexte plus global de sentiment de délitement des services publics, la **pénurie de médecins** est tout autant identifiée comme une menace importante pour l'avenir (88%), un Français sur deux qualifiant la menace de « très importante ». Cette forte inquiétude touche plus sensiblement encore les catégories modestes (54% parlent de menace « très importante ») et les habitants de zones rurales isolées (57%).

La contrefaçon de médicaments (82%) mais aussi d'une manière générale **leur consommation excessive** (83%) sont également citées comme des sources d'inquiétude pour l'avenir.

Dans un contexte de forte préoccupation pour leur pouvoir d'achat, les Français considèrent également **le déremboursement de certains médicaments** (82%) et **le coût des nouveaux traitements** (81%) comme des menaces importantes. Des inquiétudes exacerbées chez les retraités et les catégories modestes.

L'automédication représente aux yeux des Français une menace moins pressante sur l'avenir de la qualité des soins, mais sa banalisation inquiète malgré tout une majorité : 56% (contre 38% qui ne la voient pas comme une menace). S'y montrent plus sensibles que la moyenne les femmes de moins de 35 ans (61%) et les catégories modestes (69%), alors que les plus diplômés ont tendance à davantage relativiser le danger (49% parlent de menace, contre 50%).

Une consommation jugée excessive, mais dans une logique « c'est pas moi, c'est les autres »

Plus de 9 Français sur 10 estiment qu'on consomme trop de médicaments en France et 59% s'en disent même tout à fait convaincus. Une majorité (60%) en impute au moins partiellement la responsabilité aux médecins, estimant qu'ils prescrivent trop de médicaments. Une opinion majoritaire dans toutes les catégories de population, fortement consommatrices ou non de médicaments, à l'exception des femmes au foyer. Parmi les plus convaincus, on retrouve le groupe des « improvisateurs », dont 72% jugent les prescriptions excessives.

Pourtant, **une nette majorité de Français réfute l'idée qu'ils consommeraient eux-mêmes trop de médicaments** (84%, dont 55% « pas du tout d'accord » avec cette idée). Seuls font exception les « concernés » (41% disent consommer trop de médicaments).

⁴ Commission européenne, Eurobaromètre 74, réalisé par TNS à l'Automne 2010

Le coût de l'accès à la santé et aux médicaments, source de crispations

Lorsqu'ils s'expriment sur le **prix des médicaments, les Français admettent une connaissance très approximative** (pour ne pas dire une méconnaissance) des prix : 41% disent ne pas du tout connaître le prix des derniers médicaments qu'ils ont achetés, et une proportion similaire ne le connaît qu'approximativement (39%, pour 18% les connaissant précisément).

Mais dans le même temps, **les trois quarts des Français jugent les médicaments chers (74%)** et parmi eux, 22% les qualifient de « très chers ». Un sentiment majoritaire dans toutes les catégories de population, mais exacerbé dans les catégories modestes (78% jugent les médicaments chers et 30% « très chers »).

Ce jugement intervient dans un contexte de sentiment fort de perte du pouvoir d'achat et de hausse généralisée des prix⁵. Mais sur la question précise des médicaments, les vagues de « déremboursement » contraignent les Français à une « prise de responsabilité et de conscience » nouvelle, manifestement anxiogène.

Ainsi, la perception de la « cherté » des médicaments est aujourd'hui l'expression d'une grande anxiété de l'opinion française quant à sa capacité à y accéder, dans un contexte où « tout augmente » et où consommer est désormais synonyme de choix à faire et pour beaucoup, de renoncement.

Cette question des prix est, comme on l'a vu, identifiée comme une menace lourde pour l'avenir de la qualité des soins en France. Elle s'inscrit en effet dans un débat grandissant sur la précarisation de l'accès à la santé. De plus en plus, les études démontrent une tendance des catégories défavorisées ou modestes à renoncer ou à différer des dépenses de santé⁶. Cette évolution est d'autant plus dénoncée que l'accès à la santé et aux médicaments est identifié par les Français, comme par le reste de l'Europe, comme le principal critère pour juger de l'accès d'une famille à un niveau de vie acceptable, avec l'accès au gaz, à l'électricité et à l'eau courante⁷.

⁵ 77% des Français ont le sentiment que leur pouvoir d'achat a diminué ces derniers mois, dont 47% « beaucoup diminué ». Plus de 9 Français sur 10 estiment en effet que les prix ont augmenté ces derniers mois s'agissant de l'essence, du gaz et de l'électricité, ou des produits alimentaires. Ils ont même entre 62% et 94% à dire qu'ils ont « beaucoup augmenté ». Mais ce sentiment de hausse touche à tous les domaines : immobilier (72%), loisirs (64%), habillement (63%), transports. Seul l'électroménager/TV/Hifi est à peu près épargné (41% parlent d'une hausse, mais 48% d'une stagnation ou d'une baisse). Etude CSA/20 Minutes, avril 2011

⁶ Etude Ifop/Fondapol, Enquête sur la France des classes moyennes, novembre 2010

⁷ Commission européenne, Eurobaromètre 72, réalisé par TNS à l'Automne 2009

Un patient-consommateur « autonome » par rapport au médecin et au médicament

L'approche sociologique et philosophique de la santé met en exergue une évolution sensible du couple « patient médecin » depuis le XIX^e siècle. Cette évolution s'est accélérée durant la seconde moitié du XX^e siècle. Fruit de la combinaison de plusieurs facteurs (et notamment des progrès de la médecine et de l'amélioration de l'accès à l'information), ce couple « patient médecin » est passé d'un modèle « paternaliste » à une reconnaissance de « l'autonomie » du patient, qui devient « acteur » de son parcours de soins et de sa santé. Ainsi, la prescription du médicament a depuis toujours constitué l'étape cruciale, tant attendue par le patient, de la consultation médicale. Et grâce aux nouvelles techniques de communication, la diffusion des informations est aujourd'hui accélérée et facilitée. Dans le domaine du médicament et de la thérapeutique, les informations diffusées sont chaque jour plus nombreuses, mais elles restent toujours inégales quant à leur qualité ou à leur intérêt pratique.

Pour le patient, l'enjeu est là : sélectionner la bonne information, parce qu'un médicament sans informations ou accompagné d'informations erronées ou incomplètes peut être inefficace ou dangereux. C'est pourquoi il faut considérer l'information comme une composante fondamentale et permanente du médicament.

Cette évolution fait débat puisqu'elle est assimilée par certains à une perte « d'autorité » du médecin. Dans un contexte de dénonciation d'une marchandisation croissante de la société, elle est aussi perçue comme contribuant à une transformation de la relation « patient médecin » en une relation « client prestataire de service⁸ ».

Elle interroge enfin sur un possible « conflit de valeurs »⁹ quand l'autonomisation du patient peut entrer en contradiction avec l'observance des traitements.

Plusieurs indicateurs semblent en effet illustrer une autonomisation des Français à l'égard du médecin. Sans que l'on puisse parler de défiance, les Français, dans leurs usages, montrent que le médecin n'est pas (ou plus) le seul point de référence et qu'ils entretiennent un lien plus direct ou « autonome » avec le médicament.

Une pratique répandue et décomplexée de l'automédication

Face à la maladie, les Français ont des réflexes multiples ; la consultation médicale n'est pas automatique : un quart seulement des Français disent consulter tout de suite un médecin quand ils se sentent malades. Une proportion qui augmente cependant sensiblement chez les 65 ans et plus (38%). 5% disent consulter leur pharmacien. Au final, moins d'un tiers des Français (31%) ont donc un réflexe immédiat de consultation. 6 Français sur 10 préfèrent en effet soit « attendre de voir l'évolution de leur état » (42%), soit « se soigner avec ce qu'ils ont chez eux » (18%).

Trois quarts des Français (75%) achètent des médicaments sans ordonnance et parmi eux, 28% disent le faire « souvent » ou « très souvent ». C'est particulièrement le cas des femmes (34%) surtout quand elles ont moins de 50 ans (46% chez les moins de 35 ans et 42% chez celles âgées de 35 à 49 ans), des cadres (40%) et femmes au foyer (40%). On notera que c'est aussi le cas de 28% de ceux disant ne pas avoir confiance dans les médicaments.

Cette pratique concerne essentiellement les maux qu'on qualifie souvent de "bobologie"¹⁰, à savoir la toux ou le rhume, la migraine, des douleurs ou inflammations.

⁸ Article « Réflexion philosophique sur la relation soignant/soigné », www.cadredesante.com, Jean-Marc Lebreton, 25 février 2007

⁹ Sylvie Fainzang, chercheur à l'Inserm : « On s'aperçoit que les valeurs auxquelles les patients se conforment dans certains cas, entrent en conflit avec d'autres, et engendrent parfois des comportements contraires à ceux recherchés. Ainsi par exemple, si l'observance est valorisée comme condition nécessaire à la réussite de la prise en charge médicale, elle se voit mise à mal par la référence à cette nouvelle valeur qu'est la participation du malade, impliquant son aptitude à se prendre en charge, à avoir les gestes qu'il faut quand il faut, à l'égard de son propre corps, bref, à s'autonomiser. », Revue des Maladies Respiratoires, Vol 22, N° 2-C3 - avril 2005, pp. 37-39.

¹⁰ Article « Automédication », Doctissimo.fr

De plus, **une majorité de Français reconnaît avoir déjà réutilisé un médicament qui leur avait été préalablement prescrit sur ordonnance, sans en parler à leur médecin** (54%, contre 46% « jamais »). Cette pratique est particulièrement forte chez les moins de 35 ans (65%) et dans le groupe de « improvisateurs » (76%), alors qu'elle est en retrait chez les 50 ans et plus (40%).

Une « prise d'indépendance » par rapport au médecin ?

Le médecin, source d'information la plus crédible, mais pas suffisante

Le médecin est très largement cité (82%) comme la source à laquelle on fait **le plus confiance pour être informé sur les médicaments prescrits**, loin devant le pharmacien (57%).

Pour autant, les Français ne font pas preuve d'enthousiasme quand on leur demande de juger l'information donnée par leur médecin quand il prescrit des médicaments : 59% estiment qu'il en donne suffisamment, alors que **40% des Français jugent cette information insuffisante**. Les plus insatisfaits sont les femmes de 35 à 49 ans (47% disent qu'elles n'ont pas suffisamment d'information), les ouvriers (46%) et catégories modestes (47%), les parents d'enfants âgés de 10 à 14 ans (50%).

Dans ce contexte, **plus de 4 Français sur 10 disent chercher des informations sur les médicaments qui leurs sont prescrits par leur médecins** (42%, contre 57% qui n'en cherchent pas), une proportion qui atteint 51% chez ceux estimant être insuffisamment informés par leur médecin. On retrouve ici les femmes, notamment âgées de 35 à 49 ans (55%) et les catégories modestes (55%). Cette recherche supplémentaire d'informations est essentiellement motivée par des questions sur les effets indésirables éventuels (79%) et les contre-indications (65%).

Dans l'ensemble respectueux des consignes et prescriptions, les Français savent aussi les contourner

7 Français sur 10 disent suivre à la lettre le traitement prescrit par le médecin, un score qui atteint 81% chez les « concernés » et 84% chez les « observants ». 30% disent au contraire soit ne suivre qu'à peu près le traitement (25%), soit ne suivre aucune recommandation à la lettre (5%). Cette « indiscipline » touche particulièrement les moins de 35 ans (42% ne suivent qu'à peu près le traitement) et particulièrement les jeunes hommes (48%), mais aussi dans une moindre mesure les catégories modestes (37%).

La consigne la moins respectée, ou la plus contournée, est celle de la durée du traitement (20% des Français ne la respectent pas du tout ou « un peu à leur façon »), avec les moments de prise (18%). La raison principale : le sentiment d'aller mieux (58%), même si la dimension trop contraignante du traitement est également souvent évoquée (28%).

Mais plus d'un quart des Français disent également avoir déjà renoncé à prendre un médicament prescrit par leur médecin après avoir lu la notice (27%, dont 13% « à plusieurs reprises », contre 72%). C'est particulièrement le cas des femmes âgées de moins de 35 ans (39%). La raison principale est la peur des effets indésirables éventuels (61%), suivie du fait de présenter une contre-indication (29%).

L'information sur les médicaments

Internet : un complément ?

La confiance accordée à Internet, mise en concurrence avec les professionnels de santé, apparaît faible : 6%. Elle est légèrement plus élevée chez ceux jugeant que le médecin ne donne « pas du tout » suffisamment d'informations sur les médicaments prescrits (9%). Pourtant la recherche d'information santé sur Internet semble être monnaie courante (59% des Français utiliseraient Internet pour chercher des conseils sur la santé, les médicaments et les maladies et 61% spécifiquement sur les médicaments¹¹). Son rôle dans le rapport des patients à leur santé fait couler beaucoup d'encre, certains y voyant le signe d'une remise en cause de la parole du médecin et le développement d'une relation de plus en plus conflictuelle avec le patient. Pourtant, les chiffres attestent d'une mise à distance de la crédibilité des informations trouvées sur Internet et du maintien de la confiance accordée à la capacité d'information du médecin. Autant de signes qui conduisent certains commentateurs¹² à considérer Internet comme simple « complément » de l'information dispensée par le médecin, et au final comme un possible facilitateur de la relation patient/médecin.

Parmi ceux citant Internet comme l'une des sources dans lesquelles ils ont le plus confiance pour s'informer sur leurs médicaments (soit 6% de l'échantillon), les sites d'information grand public sont de loin les plus sollicités (66%), devant les sites institutionnels (28%), les forums de discussion (17%), les blogs (12%), sites d'associations de patients (12%), loin devant les sites des entreprises du médicament (2%).

La notice : un repère clé

Les deux tiers des Français disent lire « systématiquement » la notice quand ils prennent un médicament (65%, contre 21% qui ne la lisent que parfois et 13% jamais). Ils sont même 44% à la lire « en détail » (pour 21% plutôt « en diagonale »). Dans les cibles les plus attentives, on retrouve les femmes (53% la lisent systématiquement en détail), et, en toute logique, les « concernés » (52%). Mais cette lecture détaillée concerne également une part non négligeable des « alternatifs » (49%), et même des « improvisateurs » (36%).

Les risques et les « bons usages » sont les informations particulièrement recherchées sur la notice : connaître les effets indésirables éventuels (77%), les contre-indications (60%), la posologie (30%), ou encore vérifier que les symptômes décrits correspondent à la maladie (27%).

Et ces informations cherchées (et lues) sont jugées compréhensibles par une large majorité : 85% jugent l'information sur les effets indésirables compréhensible, 84% sur les contre-indications, 80% sur la posologie et 72% sur les symptômes. La compréhension apparaît plus en retrait concernant l'identification du laboratoire qui produit le médicament (62% jugent cette information compréhensible), mais surtout de sa composition (55%).

¹¹ Etude Ipsos MORI/Bupa, terrain juin/juillet 2010, publication en janvier 2011

¹² « Internet : intrus ou médiateur dans la relation patient/médecin ? », Cécile Méadel, Madeleine Akrich, 2009

L'image des médicaments

Une connotation positive et une confiance majoritaire dans « le médicament »

Qu'est-ce qu'un médicament pour les Français ? Dans l'imaginaire des Français, à quelles sensations, à quelles émotions, le médicament est-il associé ? Comment les Français se le représentent-ils spontanément ? Quelles sont les différentes familles de médicaments et comment se fabriquent-elles, sur quels critères ? Peut-on parler de confiance ? Cette « confiance » est-elle homogène, quel que soit le médicament ? Est-elle conditionnelle (médicament déjà pris – par soi-même ou par un proche, prescrit, dont on a entendu parler dans un média) ? Quels sont les leviers de cette « confiance » ?

Ces derniers mois, l'actualité a été marquée par le dossier du Médiateur. Une affaire qui a évidemment attiré l'attention médiatique, politique et de l'opinion sur les « dangers » du médicament.

Le terrain de cet Observatoire a été réalisé en plein cœur de la polémique. Mais ses résultats semblent indiquer une résistance de l'opinion à l'amalgame. **Ils attestent en outre d'un attachement profond des Français au médicament et d'une perception globale qui privilégie la « promesse » positive du médicament à l'angoisse de la maladie qu'il traite.**

Interrogés sur ce que leur évoque spontanément le médicament, **les Français ont tendance à lui associer avant tout des termes positifs** que sont le « soulagement » (67% de citations) et « la guérison » (66%), un couple de termes qui s'impose loin devant la « maladie » (49%), la « souffrance » (24%) et le terme négatif de « danger » (20%).

La « santé » est également fortement citée (41%). Le médicament évoque enfin « une solution » (22%) et « l'espoir » (21%).

Au final, plus de 6 Français sur 10 citent majoritairement une évocation positive. C'est particulièrement le cas des personnes âgées de 65 ans et plus (67%), mais aussi des jeunes (67% des 18-24 ans). Un peu plus d'un quart des Français (26%) équilibrent leurs perceptions entre des évocations positives et négatives. C'est davantage le cas des femmes de moins de 35 ans (30%) et des ouvriers (31%), dont on a vu qu'ils sont par ailleurs plus critiques à l'égard de l'information donnée par le médecin et plus enclins à contourner ses prescriptions.

Le médicament **bénéficie d'une confiance nettement majoritaire dans l'opinion** : 82% (contre 17% de méfiance). Au sein de cette majorité, 16% disent avoir « tout à fait confiance ». Ce score solide est réaffirmé alors même que de nombreux commentateurs pronostiquaient un impact lourd de l'affaire Médiateur sur le rapport global des Français au médicament. Et certains chiffres semblaient l'attester : en janvier 2011, 7 Français sur 10 estimaient que cette affaire illustre « une défaillance globale du système mettant en doute la sécurité des traitements », et seule une minorité la voyait comme « un cas exceptionnel et limité à ce médicament » (13%)¹³. La confiance dans le médicament est pourtant toujours réelle, même si une très large majorité les considère comme des « produits actifs présentant certains risques » (94%). 51% s'en disent même convaincus. Cette « conscience du danger » qu'un médicament peut représenter, notamment si la prescription médicale n'est pas respectée, est un éclairage intéressant de la confiance exprimée. Il ne s'agit pas d'une perception naïve et réductrice du médicament mais bien d'une opinion qui sait et évalue le rapport bénéfice / risque.

Les Français semblent donc refuser l'amalgame. Conscients des risques inhérents aux médicaments, ils leur reconnaissent davantage de vertus que de risques et (ré)affirment leur attachement et leur confiance dans sa promesse de soin.

¹³ Etude TNS SOFRES/Canal Plus, janvier 2011

Mais une échelle de confiance variable selon « les médicaments »

La confiance que les Français accordent au médicament ne semble pas se construire *a priori*. Avant de s'engager, les Français évaluent les conséquences de leur engagement et recherchent, comme nous l'avons vu, l'information qui leur manque en vérifiant qu'il existe des garanties validant les raisons de faire confiance ou à l'inverse, de se méfier.

Le poids déterminant de l'ordonnance : la garantie du soin

Dans ce cadre, le fait qu'un **médicament soit sur ordonnance** contribue fortement à la confiance qui lui est accordée : 94% des Français disent ainsi avoir confiance dans le médicament lorsqu'il est délivré sur ordonnance, dont plus d'un tiers « tout à fait » confiance (contre 4% pas confiance). Les jeunes se montrent particulièrement sensibles à cette « garantie » puisque 45% des 18-24 ans disent faire « tout à fait confiance » aux médicaments sur ordonnance.

C'est également le cas des médicaments remboursés, avec une similarité quasi parfaite : 93% leur font confiance, dont 31% « tout à fait » (contre 5% de défiance).

Les fonctions attribuées à ces catégories de médicaments correspondent d'ailleurs à ce que les Français attendent d'un médicament en général, à savoir « soigner » (68% pour les médicaments sur ordonnance) et « guérir » (53%), avant de « soulager » (17%) ou « prévenir » (5%).

Les médicaments sans ordonnance, s'ils sont loin d'être décriés, bénéficient d'une confiance plus relative dans l'opinion : 69% leur font confiance, dont 57% « plutôt confiance ». La défiance l'emporte chez 28% des personnes interrogées. Sont particulièrement à l'aise sur le sujet les femmes de moins de 50 ans (79% de confiance chez les moins de 35 ans et 76% chez celles âgées de 35 à 49 ans), dont on a vu qu'elles étaient plus enclines à l'automédication. Les hommes âgés de plus de 50 ans se montrent plus sceptiques (36% de défiance).

A cette confiance plus mesurée correspond une image plutôt « décalée » des objectifs des médicaments sans ordonnance : ils sont essentiellement perçus comme servant à « soulager » (54%), plus qu'à remplir les fonctions attribuées au médicament sur ordonnance, à savoir « soigner » (ici 31%) ou « guérir » (10%). Ils sont perçus comme servant davantage à « prévenir » (13% contre 5% des médicaments sur ordonnance). Mais surtout, une part non négligeable de sondés estiment qu'ils « ne servent à rien » (14%). On constate ici le « poids » de l'ordonnance et la conviction qui semble s'être installée qu'un médicament efficace est un médicament sur ordonnance et remboursé.

Les antibiotiques et les vaccins « résistent » aux débats

Les antalgiques bénéficient d'une confiance très forte dans l'opinion (92%, dont 32% « tout à fait confiants »). Ils sont clairement perçus comme servant à « soulager » (89%), bien plus que « soigner » (18%) ou « guérir » (8%).

Les Français conservent également une grande confiance dans **les antibiotiques** (88%, dont 30% « tout à fait »). Les principales fonctions attendues d'un médicament leur sont attribuées, à savoir « soigner » (56%) et « guérir » (55%). Les Français en restent par ailleurs grands consommateurs (4^{ème} rang européen en 2008), malgré un recul entre 2000 et 2008¹⁴, notamment suite à la mise en place de plans nationaux et de campagnes de sensibilisation. Et d'après le Haut Conseil de la santé publique (HCSP), la consommation aurait repris de la vigueur en 2009.

Les vaccins bénéficient eux aussi d'une confiance nettement majoritaire dans l'opinion (86%, dont 30% « tout à fait confiance »). Signe, là aussi, que les nombreux débats qui ont entouré la vaccination contre la grippe A n'ont pas entaché l'image générale que les Français ont du vaccin. Ceux-ci sont clairement identifiés comme servant avant tout à « prévenir » les maladies (84%), et une part non négligeable leur attribue aussi la fonction de « soigner » (15%) et de « guérir » (15%).

¹⁴ De 15 à 20% en ville et de 10 à 15% à l'hôpital, d'après le HCSP, AFP, 05 avril 2011

Une étude réalisée en 2010 auprès de l'opinion publique et des médecins généralistes pour le Leem par TNS Sofres avait permis de reconstruire les itinéraires et pratiques de vaccination et de comprendre, par l'échange et la confrontation des perceptions entre patients et prescripteurs, la façon dont se structurent aujourd'hui les opinions et les comportements de vaccination. Ainsi, deux enseignements ressortaient de l'étude.

Tout d'abord, la disparition de plusieurs infections épidémiques de l'enfant a chassé de la mémoire collective la réalité clinique de ces maladies. Ce qui explique sans doute que l'adulte respecte très aléatoirement le calendrier des rappels. Et des polémiques successives ont récemment ponctué le débat public : suspension de la vaccination contre l'hépatite B, malgré l'absence de toute preuve scientifique établissant une relation causale entre vaccination et survenue de maladies du système nerveux, et, plus récemment, polémique autour de la vaccination contre la grippe A H1N1 (adjuvant, nombre d'injections). Dans ce contexte, se posaient avec acuité les questions de la banalisation du geste vaccinal et du discrédit de la vaccination (remise en cause de son utilité et perception de risques vaccinaux qui l'emporteraient sur les bénéfices de la vaccination).

Or, en 2010, **71% des Français se disaient favorables à la vaccination, parmi lesquels 21% très favorables**. Plus les personnes étaient jeunes, plus elles se déclaraient favorables à la vaccination : 81% des moins de 35 ans avaient ainsi une opinion favorable contre 65% des plus de 50 ans. En dehors de l'âge, le facteur discriminant le plus significatif était le fait d'avoir ou non des enfants. Les parents étaient, en proportion, plus nombreux à être favorables à la vaccination en général. Cette opinion favorable reposait sur la conviction forte de bénéfices individuels et collectifs essentiels (un progrès scientifique portant des valeurs de prévention individuelle et de protection collective).

Toutefois, 28% des Français en 2010 se disaient opposés à la vaccination, dont 11% tout à fait opposés. Le fait d'avoir recours aux médecines alternatives semblait peser fortement sur une opinion défavorable : 35% des Français qui disaient se faire soigner en priorité par homéopathie ou acupuncture déclaraient des réticences solides vis-à-vis du geste vaccinal. Ces adversaires déclarés mettaient en avant la probabilité forte des effets secondaires en cas de vaccination.

Mais bien que la vaccination ne soit plus perçue comme « infaillible », la balance bénéfice / risque était, dans l'esprit des Français, largement favorable à la vaccination en général. L'utilité du geste vaccinal n'était pas remise en cause. Il était un acte médical ritualisé mais pas banalisé, inscrit dans le parcours de vie / de soins des Français. A l'épreuve des polémiques récentes, il conservait un rôle central dans la prévention, pour les médecins généralistes interrogés comme pour l'opinion publique.

Second élément, concernant les vaccins, les Français adoptaient finalement une approche circonstanciée et conditionnelle, fortement différenciée entre les différents vaccins, auxquelles correspondent des parcours de décision vaccinale différents. Le grand public identifiait en effet spontanément trois familles de vaccins : les vaccins « basiques », les vaccins « exotiques » et les vaccins « controversés ». Chaque famille regroupait des vaccins perçus comme comparables sur trois critères :

- les conditions de vaccination (vaccination obligatoire ou recommandée),
- la nature perçue des pathologies ciblées (gravité et probabilité de survenue de la maladie),
- et l'évaluation de leur performance (efficacité et perception de risques vaccinaux).

La première catégorie de vaccins, les « basiques » regroupait les « vaccins de l'enfance ». Ils préviennent des maladies graves, contrôlées et pour partie éradiquées par la vaccination. Ils sont des incontournables obligatoires et universels (bien que seul le DT Polio le soit encore, la plupart des personnes interrogées sont convaincus que BCG et ROR restent obligatoires), dont la performance est prouvée par le contrôle des maladies ciblées et l'absence d'effets secondaires graves connus. Les personnes interrogées admettaient toutefois spontanément leur négligence et pour la plupart avoir « oublié » les vaccins de rappels.

Les vaccins « exotiques » sont des vaccins « contraints » mais très ciblés, motivés par un voyage dans un pays à risque. Ils préviennent des maladies jugées rares mais très graves. Si leur efficacité s'impose comme une évidence, ils suscitent en revanche de nombreuses interrogations sur leurs effets secondaires. Ces questions traduisaient un déficit d'information beaucoup plus qu'une défiance vis-à-vis de ces vaccins.

Enfin, **les vaccins dits « controversés » sont également les plus récents.** Recommandés mais pas obligatoires, ils suscitent de fortes réticences, y compris parmi les Français les plus favorables à la vaccination en général. Ils résistent mal, dans l'esprit du public, à la comparaison entre les risques perçus de la maladie et ceux de la vaccination. Les maladies ciblées ne sont pas jugées rares mais leur gravité est fortement relativisée, autant par méconnaissance que par « défense » (on préfère ignorer ce qui nous fait peur). Au contraire, le risque vaccinal est perçu comme élevé. Le manque de recul sur les effets à moyen / long terme, une efficacité qui reste encore à prouver et des polémiques relatives aux risques d'effets secondaires graves (ou polémiques politiques et financières périphériques tels que la gestion de la grippe A par le gouvernement, les soupçons de collusions entre experts, gouvernement et laboratoires, ...) activent l'inquiétude de l'opinion, dans une société qui fait son credo du risque zéro. Ainsi, moins d'un Français sur quatre (22%) déclarait se faire vacciner dès qu'un vaccin existait et qu'il leur semblait utile, même quand il n'est pas obligatoire, contre 62% des Français affirmant ne se faire vacciner que quand le vaccin est obligatoire.

Un rapport plus ambigu à l'homéopathie et à la phytothérapie

Les Français accordent une confiance majoritaire, mais plus mesurée à l'**homéopathie** (64% de confiants contre 30% de défiants) ainsi qu'à la **phytothérapie** (63%, contre 32%). Et un peu moins d'un Français sur deux dit y avoir recours : 49% s'agissant de l'homéopathie et 45% de la phytothérapie.

En toute logique, la confiance est plus forte dans les catégories les plus consommatrices, à savoir les femmes de moins de 50 ans (70% chez celles de moins de 35 ans et 72% chez les femmes âgées de 35 à 49 ans), les cadres (65%) et professions intermédiaires (70%).

Les Français, consommateurs ou non, semblent plutôt partagés sur les fonctions que l'on peut leur attribuer. Ainsi, entre 30% et 40% des Français leurs attribuent tout autant la fonction de « soigner » et de « soulager ». Pour un quart d'entre eux, ils servent surtout à « prévenir » la maladie. Plus d'1 sondé sur 10 leur attribuent la capacité de « guérir » (11% s'agissant de la phytothérapie et 14% pour l'homéopathie), mais une part non négligeable pense qu'ils ne « servent à rien » (18% pour la phytothérapie et 19% pour l'homéopathie).

Chez les principaux concernés, les consommateurs, c'est l'usage en prévention qui prime (43%), en « complément de la médecine classique » (35%). Le fait de leur donner la priorité, avant de recourir à la médecine classique est nettement moins cité (28%).

Les compléments alimentaires et alicaments : « hors champ » du médicament ?

La confiance accordée aux compléments alimentaires est minoritaire : 45% leur font confiance, contre 51% « pas confiance ». Un quart des Français ne leur font même « pas du tout confiance ». Sont un peu moins critiques que la moyenne les jeunes (50% de confiance chez les 18-24 ans) et les femmes âgées de 35 à 49 ans (52%). On retrouve à l'inverse un socle de 30% ne faisant « pas du tout » confiance aux compléments alimentaires chez les personnes âgées de 50 à 64 ans. Au final, si 44% des Français pensent que les compléments alimentaires peuvent « prévenir », une proportion similaire estime qu'ils « ne servent à rien » (41%).

Enfin, la défiance à l'égard des alicaments confirme que le médicament n'est pas perçu comme un « produit » comme les autres. Etiqueter un produit « médicament » ne suffit en aucun cas à le faire entrer dans la famille des médicaments : 66% des Français ne font pas confiance aux alicaments, dont plus d'un tiers « pas du tout confiance » (37%), contre seulement 29% de confiants. Là encore, si 36% leur attribuent la capacité de « prévenir », une majorité juge qu'ils « ne servent à rien » (55%).

Ainsi, compléments et alicaments semblent, pour les Français, participer à la « bonne santé », mais paraissent simplement « hors champ » du médicament.

Des Français partagés entre reconnaissance de progrès et scepticisme

Des médicaments « plutôt » plus efficaces, mais surtout plus pratiques

Un peu plus de six Français sur dix (62%) pensent que les médicaments sont de plus en plus efficaces (30% sont d'un avis contraire). Les plus convaincus sont les hommes (67%), notamment de plus de 50 ans (68%). On note à l'inverse des doutes plus élevés chez les femmes, (37% ne reconnaissent pas cette amélioration de l'efficacité des médicaments) et notamment de moins de 35 ans (42%), plus enclines, comme on a pu le voir, à l'automédication. On notera toutefois que l'opinion n'est pas tranchée sur cette question : les sondés se disent essentiellement « plutôt » d'accord (50%) ou « plutôt » pas d'accord (26%) avec la reconnaissance d'une plus grande efficacité des médicaments. C'est, selon toute vraisemblance, l'expression d'une méconnaissance relative du sujet.

Cette légère frilosité à reconnaître les avancées des médicaments se retrouve lorsqu'on interroge les Français sur ce qui a le plus contribué à l'amélioration de l'état de santé de la population au cours de 50 dernières années : « la découverte de nouveaux médicaments » est citée (14%) mais en retrait par rapport aux « progrès des techniques de diagnostic » (27%) et « progrès de la prévention et de l'information sur la santé » (19%). Cette hiérarchie ne remet pas en cause la reconnaissance par les Français d'avancées en matière de recherche médicamenteuse. Mais elle illustre le fait qu'ils connaissent mal ce sujet.

Une nette majorité de Français reconnaît pourtant par ailleurs une avancée qui n'est pas sans importance pour leur quotidien : **79% estiment que les médicaments sont de plus en plus pratiques à prendre** et plus d'un quart sont même « tout à fait d'accord » avec cette idée.

Mais des biais identifiés : trop de médicaments, et un conditionnement pas toujours adapté

Comme on a pu le voir, les Français considèrent qu'on consomme trop de médicaments dans le pays (pas eux, mais « les autres » !). Ils en imputent partiellement la responsabilité aux médecins, qu'ils accusent de *trop prescrire*, mais considèrent dans le même temps que l'offre de médicaments est trop importante. Ainsi, 8 Français sur 10 sont d'accord avec **l'idée qu'il existe trop de médicaments pour soigner la même maladie** et 4 sur 10 sont même « tout à fait » d'accord.

Le sentiment que le conditionnement des médicaments est le plus souvent inadapté à la durée du traitement est également nettement majoritaire : 74% des Français sont d'accord avec cette assertion, dont 42% « tout à fait d'accord ».

L'image des entreprises du médicament : entre défiance et espoir

Un déficit d'image qui traduit de nombreuses suspicions

Une défiance à l'égard des « puissants »

L'actualité de ces deux dernières années a été chargée en polémiques autour des entreprises du médicament. En 2009, les vives critiques qui ont entouré la commande gouvernementale de vaccins contre la grippe A ont réactivé les soupçons de collusions entre laboratoires et pouvoirs publics. Ces suspicions et attaques à l'égard d'un « système » d'influence jugé opaque et guidé par une logique financière, au détriment des citoyens, se sont fortement accrues avec l'affaire du Médiateur.

Or ces polémiques s'inscrivent dans un contexte de défiance plus généralisée à l'égard des institutions et des « puissants ». Dans la dernière vague de son baromètre de la confiance en politique¹⁵, le CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) montre en effet une perte sensible de confiance des Français dans le personnel politique, touchant même l'institution locale du « maire » jusqu'alors préservée. Dans le même temps, « les grandes entreprises privées » ne bénéficient de la confiance que d'un tiers des Français, une proportion, elle aussi, en recul par rapport à l'an dernier. Or les entreprises du médicament sont identifiées comme des « grands groupes internationaux » (87%) et souffrent ainsi de la défiance à l'égard des « puissants », exacerbée dans le contexte de crise économique mondiale.

Les résultats enregistrés dans cet Observatoire sont en effet sans appel, et pas très surprenants dans ce contexte dégradé. Quand on interroge les Français sur leur opinion à l'égard des acteurs de la santé, les professionnels et praticiens (infirmières, pharmaciens, médecins généralistes et spécialistes) bénéficient d'une image très positive (de 93% à 96% de bonnes opinions). C'est également le cas des Hôpitaux publics et cliniques privées (respectivement 82% et 77% de bonnes opinions), sans doute parce qu'ils incarnent, comme les praticiens, des dimensions de proximité et de service. Cependant, si le ministère de la Santé a une image plus contrastée (44% de bonnes opinions contre 44% de mauvaises), les Français se montrent franchement mesurés à l'égard des entreprises du médicament (38% de bonnes opinions, contre 49% de mauvaises).

Les jeunes sont, de ce point de vue, un peu plus bienveillants que la moyenne, avec 53% des 18-24 ans ayant une bonne image des entreprises du médicament, de même que les catégories populaires (47%). Sont, à l'inverse, particulièrement critiques les personnes de 35 à 49 ans (57% de mauvaises opinions), les cadres (64%) et les plus diplômés (64%).

Enfin, si l'image des entreprises du médicament est majoritairement négative dans les 4 profils, on enregistre des nuances : les *observants* sont les moins critiques des 4 groupes mais sont également beaucoup moins sévères que l'opinion publique dans son ensemble (42% de mauvaises opinions, -7 points / moyenne). A l'inverse, les *concernées* (51% de mauvaises opinions, +2/moyenne), et surtout les *improvisateurs* (54% de mauvaises opinions, +5/moyenne), et les *alternatifs* (55% de mauvaises opinions, +6/moyenne) expriment un jugement sévère à l'égard des entreprises du médicament.

¹⁵ Réalisée par Opinionway en décembre 2010

La dénonciation d'une logique exclusivement tournée vers la rentabilité

Comme on l'a vu, les trois quarts des Français jugent les médicaments trop chers (mais seulement 18% en connaissent très précisément le prix !). Or à leurs yeux, les entreprises du médicament sont au moins pour partie responsables puisque leur souci de rentabilité est clairement identifié comme la principale raison des prix excessifs (47%), loin devant les exigences de la recherche (29%) ou les coûts de fabrication (10%).

Dans leur grande majorité, les Français considèrent en effet que les entreprises du médicament « sont plus soucieuses de leurs bénéficiaires que des malades » (80%) et qu'elles « ne font de la recherche que pour les médicaments financièrement rentables » (76%). Des sentiments qui amènent plus de 6 sondés sur 10 à juger leurs profits « injustifiés » (63%).

Mais un rôle positif dans la société reconnu et des attentes fortes sur la recherche médicale

Un secteur plutôt dynamique dans le pays

Les Français reconnaissent des vertus aux entreprises du médicament : les deux tiers d'entre eux les qualifient en effet d'innovantes (67%) et les identifient comme une source importante d'emplois (67%). Dans des proportions moindres, mais malgré tout majoritaires, les Français reconnaissent à ces entreprises un rôle de moteur de la croissance économique (55%), mais aussi de garantie de l'indépendance de la France en matière de médicaments (56%) et de source de rayonnement du pays dans le monde (52%).

Sur l'ensemble de ces sujets, on enregistre moins d'un tiers d'opinions contraires (environ 30%). A noter toutefois : les cadres et les diplômés de l'enseignement supérieur sont un peu plus nombreux que la moyenne à contester l'importance des entreprises du médicament pour l'indépendance sanitaire et le rayonnement de la France.

On notera également une part de sans réponses non négligeable sur ces questions (entre 14% et 16%), signe que les Français, au delà d'être critiques, ressentent une forme d'incapacité à juger de l'apport des entreprises du médicament dans le pays.

Des signes de méconnaissance de l'apport réel des entreprises du médicament dans la recherche médicale...

Les Français semblent avoir une perception quelque peu ambiguë du rôle des entreprises du médicament dans la recherche médicale. D'un côté, la recherche de nouveaux médicaments est identifiée comme la principale activité de ces entreprises (40%) devant la production de médicaments (28%) et leur promotion (16%). Mais de l'autre, ces entreprises ne sont citées qu'à hauteur de 15% parmi les acteurs contribuant le plus financièrement à la recherche médicale en France, loin derrière les dons des particuliers aux associations (33%) et l'Etat et les instituts de recherche (15%).

... pourtant principal levier d'amélioration de leur image dans un contexte où elles sont jugées crédibles et porteuses d'espoir pour l'avenir

Les Français reconnaissent pourtant dans leur grande majorité aux entreprises du médicament un rôle primordial ou important dans la découverte de nouveaux traitements (85%). Les avancées thérapeutiques – tout comme les progrès sanitaires et sociaux – ont largement amélioré l'espérance de vie et le niveau de santé depuis la seconde guerre mondiale. Et les Français ne peuvent ignorer que ces avancées sont le fruit des investissements de recherche en croissance continue, conduits par les entreprises du médicament. L'effort de recherche, au résultat aléatoire, constitue le moteur indispensable de l'activité des entreprises du médicament. Pour chacune d'elles, l'innovation est un impératif pour se maintenir sur le marché mondial.

Et les Français témoignent d'un espoir et d'une confiance solides dans les avancées de ces entreprises pour l'avenir. En effet, une nette majorité pense qu'elles réussiront, dans les années à venir, à mettre au point des traitements efficaces pour lutter *contre la douleur* (87%), *les maladies cardiovasculaires* (85%), *le diabète* (84%), mais aussi *le cancer* (80%), *le SIDA* (76%), *les maladies inflammatoires* (74%) et *la maladie d'Alzheimer* (72%). Autant de maladies que les Français disent craindre fortement pour eux-mêmes (83% s'agissant du *cancer*, 73% des *maladies cardiovasculaires* et 71% *Alzheimer*).

Ainsi, parler de l'avenir de la recherche médicale en France revient souvent à parler de recherche publique. Or, en somme, on constate que si les Français peinent spontanément à reconnaître les vertus des entreprises du médicament, leur privilégiant des reproches sur leur logique financière, ils les identifient comme porteuses d'espoir pour l'avenir : les entreprises du médicament sont clairement perçues comme capables d'apporter des réponses sur des dangers auxquels les Français se sentent personnellement très exposés.

Pour rappel, l'investissement des entreprises du médicament en Recherche et Développement en France représente 12,4% du chiffre d'affaires total des compagnies impliquées, soit plus de 5,1 milliards d'euros en 2008. Il est comparable à ceux des grands pays de l'Union Européenne découvreurs de médicaments¹⁶.

Dans un contexte où les Français se sentent insuffisamment informés au sujet de la recherche médicale, ceux-ci attendent d'être rassurés sur les ambitions politiques des entreprises du médicament en la matière, parce qu'il en va d'avancées majeures pour la société entière.

¹⁶ Article « Les chiffres clés de la recherche dans l'industrie pharmaceutique », leem.org

Les Français et leurs médicaments : 4 portraits types

LES « OBSERVANTS »

Ils sont bien dans leur peau et peu en contact avec la maladie.

Ils font confiance aux médicaments en général et observent à la lettre leurs traitements.

Ils recherchent très peu d'informations sur leurs médicaments et font une totale confiance à leur médecin généraliste, qu'ils consultent sans attendre lorsqu'ils sont malades.

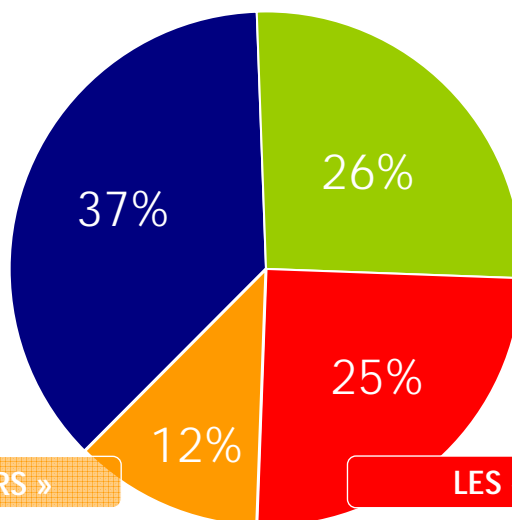
Ils se méfient de l'homéopathie et de la phytothérapie.

Leur profil : + de 50 ans, plutôt masculin.

LES « ALTERNATIFS »

Méfiants à l'égard des médicaments classiques, dont ils lisent la notice avec la plus grande attention, ils sont passés aux traitements alternatifs (phytothérapie) auxquels ils font davantage confiance.

Leur profil : - de 50 ans, plutôt féminin, diplômées de l'enseignement supérieur, catégories socioprofessionnelles supérieures.



LES « IMPROVISATEURS »

Stressés, fatigués, mais bien dans leur peau (!), ils déclarent consommer peu de médicaments.

Quand ils ont à en prendre, ils admettent ne pas respecter le traitement prescrit. Ils « improvisent » en fonction de leur évaluation personnelle de l'évolution de leur état de santé.

Leur profil : jeunes actifs, catégories socioprofessionnelles inférieures

LES « CONCERNÉS »

Malades et/ou en contact avec la maladie chronique ou lourde d'un de leurs proches, ils perçoivent le médicament comme un espoir et font confiance au corps médical.

Leur profil : + de 50 ans, plutôt féminin, revenus modestes.

Enjeux de la santé et sujets de préoccupations : les « concernés » plus attentifs au prix et à la qualité des médicaments, les « improvisateurs » et « alternatifs » plus critiques à l'égard des « dérives » du système

Parce qu'ils y sont plus confrontés au quotidien, les *concernés* citent davantage les dérives propres aux médicaments dans les menaces pour l'avenir : la contrefaçon de médicaments est qualifiée de menace « très importante » par 54% d'entre eux (soit +4 points/moyenne), les déremboursements est cité à hauteur de 47% (+5) et le coût des nouveaux traitements à 40% (+4). Ils ont en effet plus tendance à trouver les prix des médicaments « beaucoup » trop chers (26%, +4).

Les *improvisateurs* ont, de leur côté, plus tendance que la moyenne à s'inquiéter de la consommation excessive de médicaments (39% la qualifient de menace « très importante », soit +3 points par rapport à la moyenne) et ils sont 72% à estimer que les médecins en prescrivent trop, (+10 points/moyenne). Ils s'inquiètent également, plus que la moyenne, de la pénurie de médecins (54% la qualifient de menace « très importante », soit +4/moyenne), sujet auquel les *alternatifs* se montrent également particulièrement sensibles (55%).

L'autonomisation par rapport au médecin : les « *improvisateurs* » distants, « *alternatifs* » et « *concernés* » exigeants

Le profil le plus atypique dans sa relation au médecin et au médicament est celui des *improvisateurs*.

Moins enclins que la moyenne à consulter un médecin en cas de maladie (12%, -14 points/moyenne), ils privilégient clairement leur pharmacien (31%, +13) ou « ne rien faire et attendre que ça passe » (15%, +7). Sur ce sujet, ils sont rejoints par les *alternatifs* (17% seulement consultent un médecin et 23% se soignent avec ce qu'ils ont sous la main). A l'inverse, les *observants* et les *concernés* adoptent, plus que la moyenne, le réflexe de la consultation médicale (respectivement 31%, soit +5/moyenne et 36%, +10).

Improvisateurs et *alternatifs* ont également plus tendance à acheter des médicaments sans ordonnance (80%, +5/moyenne).

Mais les *improvisateurs* se caractérisent surtout par une forme « d'indiscipline » à l'égard des consignes médicales : aucun ne dit respecter les consignes du médecin à la lettre, 63% disent les suivre « à leur façon » (pour 25% en moyenne) et 37% « n'en suivre aucune » (pour 5% en moyenne). Sur ce sujet, les *alternatifs* sont plus disciplinés puisque 71% d'entre eux disent suivre le traitement du médecin à la lettre, un score dans la moyenne (pour 84% des *observants* et 81% des *concernés*). Les *improvisateurs* ont également beaucoup plus tendance à réutiliser un médicament qui leur avait été prescrit sur ordonnance sans en parler à leur médecin (76%, +22/moyenne), pratique qui existe aussi chez les *alternatifs* (59%, +5) et les *concernés* (56%, +2) mais de façon plus mesurée.

Cette indiscipline s'explique en partie par une mise à distance de la parole du médecin. Une nette majorité d'entre eux juge que le médecin ne leur donne pas suffisamment d'informations sur les médicaments qu'il prescrit (60%, soit +20 points/moyenne). Ils lui font d'ailleurs moins confiance que la moyenne pour les informer sur les médicaments (61%, -20/moyenne) et citent davantage leur entourage (18%, +11). On notera cependant qu'Internet est à peine plus cité que la moyenne (8%, +2).

Pour autant, les *improvisateurs* ne cherchent pas spécialement d'informations supplémentaires sur les médicaments qui leurs sont prescrits (38% seulement, soit -4 points/moyenne). Ils ont également moins tendance à lire la notice systématiquement (51%, -14). Ils rejoignent sur ce sujet les *observants* (32% seulement cherchent de l'information, -10 et 54% lisent systématiquement la notice, -11), mais pour des raisons différentes, ceux-ci se disent satisfaits des informations données par le médecin (64%, +5/moyenne). Cette recherche d'informations supplémentaires est en fait surtout l'apanage des *concernés* (53%, +11), qui ne sont pas pour autant plus critique que la moyenne sur l'information dispensée par le médecin (60%), mais simplement sûrement en attente d'informations plus précises. Ils ont effet plus tendance à lire systématiquement la notice (72%, +7). C'est également le cas des *alternatifs* (80%, +15), pour leur part plus méfiants à l'égard des médicaments.

L'image des médicaments : « *alternatifs* » et « *improvisateurs* » un peu plus méfiants que les « *observants* et les *concernés* », mais majoritairement confiants

Quel que soit leur groupe d'appartenance, les Français ont une image majoritairement positive du médicament. Les *alternatifs* et les *improvisateurs* ont un peu plus tendance à citer des évocations négatives (10%, soit +3 points/moyenne) et notamment « le danger » (25% pour les *alternatifs* et 24% pour les *improvisateurs* contre 20% en moyenne). Mais on notera surtout qu'ils ont une vision légèrement différente de ses vertus. Si les *alternatifs* citent davantage « le soulagement » (72%, +5/moyenne), les *improvisateurs* ont une approche légèrement plus « pragmatique » que la moyenne, citant davantage le mot « solution » (27%, +5).

La confiance accordée aux médicaments est nettement majoritaire dans tous les profils, même si elle est plus marquée chez les *observants* (88%) et les *concernés* (86% pour 77% des *alternatifs* et 69% des *improvisateurs*).

Les différents profils ont également tendance à reconnaître que les médicaments sont de plus en plus pratiques. Mais ils s'accordent aussi à dire que ce sont des produits à risque, qu'il en existe trop pour

soigner une même maladie et que le conditionnement est le plus souvent inadapté à la durée du traitement.

Les opinions sont un peu plus contrastées quand il s'agit de juger de l'efficacité croissante des médicaments : une majorité le reconnaît, mais si elle est marquée chez les *observants* (68%) et les *concernés* (62%), elle est plus en retrait chez les *alternatifs* (55%) et les *improvisateurs* (52%).

Dans le détail, tous accordent une confiance nettement majoritaire dans les médicaments sur ordonnance, les antalgiques, les antibiotiques et les vaccins. Environ les deux tiers de chaque profil se disent par ailleurs méfiants à l'égard des alicaments.

Les opinions sont plus disparates à l'égard de l'homéopathie et de la phytothérapie. Plébiscitées par les *alternatifs* (respectivement 90% et 89% de confiance) - qui en sont les principaux consommateurs - elles sont également appréciées des *concernés* (61% et 60%) et des *improvisateurs* (56% et 57%), dont un peu moins d'un sur deux dit y avoir recours. Les *observants*, dont moins d'un quart utilise l'homéopathie et la phytothérapie, leur témoignent une confiance plus mesurée (51% et 48%). Les *alternatifs* ont également plus tendance à faire confiance aux compléments alimentaires (53%, pour 45% des *concernés*, 43% des *improvisateurs* et 39% seulement des *observants*).

L'image des entreprises du médicament

L'image des entreprises du médicament est majoritairement négative dans tous les profils. Mais les *observants* sont un peu moins virulents (42% de mauvaises opinions, -7/moyenne).

Tous pointent du doigt, dans des proportions similaires, une logique de rentabilité qui primerait sur la prise en compte du patient et qui serait la principale raison des prix trop élevés des médicaments. Une opinion plus marquée encore chez les *alternatifs* (56%, +9).

Leur apport pour l'économie et l'image du pays est reconnu par une majorité dans tous les profils. Les *concernés* sont un peu plus en soutien : 62%, +7/moyenne les qualifient de moteurs de la croissance et 57%, +5 estiment qu'elles sont un moyen de rayonnement de la France dans le monde.

Surtout, tous s'accordent à reconnaître le rôle primordial des entreprises du médicament dans la découverte de nouveaux traitements (à plus de 84%). Et les pronostics sur la capacité de ces entreprises à découvrir de nouveaux traitements que ce soit sur le cancer, le SIDA, la maladie d'Alzheimer pour ne citer que quelques maladie, sont nettement majoritaires dans tous les profils et à des niveaux similaires entre *observants*, *concernés* et *alternatifs*.

Dans un contexte où tous estiment que les entreprises du médicament ne communiquent pas assez sur leurs activités et leur rôle dans la société, on peut émettre l'hypothèse d'une attente forte et partagée par tous les profils de voir réaffirmé l'apport de ces entreprises dans la recherche médicale.